



RECEIVED  
 445 ST-

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 26 FÉVRIER 1944

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 26TH, 1944

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
5200—1-52

### Lettres patentes

#### "Acme Pattern Works Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1944, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Leon D. Crestohl, avocat, et Abraham J. Rosenstein, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer et généralement faire le commerce de patrons en bois et en métal, de jouets en bois et en métal, articles en plastique, et de tous genres de travaux d'ébénisterie;

Sans limiter la généralité des précédents, acheter, vendre, faire le commerce, fondre, calciner, affiner, traiter, transformer, améliorer, polir, manufacturer, fusionner, assembler, en tout ou en partie, des machines, pièces de machines, boulons, écrous, vis, crampons, clous, moteurs, hélices, instruments, pièces et toutes telles autres choses métallurgiques ou autrement qui sont ou peuvent être utilisées dans la construction d'aéroplanes, hydroplanes, véhicules-moteurs et toute autre machinerie ou outillage dans lesquels

### Letters Patent

#### "Acme Pattern Works Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1944, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the City of Montreal, Leon D. Crestohl, advocate, and Abraham J. Rosenstein, advocate, both of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and generally deal in wood and metal patterns, wood and metal toys, plastic articles, and all types of cabinet work;

To, without limiting the generality of the foregoing, buy, sell, deal in, smelt, calcine, refine, dress, transform, improve, polish, manufacture, amalgamate, assemble in whole or in part machines, machine parts, bolts, nuts, screws, clamps, nails, motors, propellers, instruments, parts and all such other things metallurgical or otherwise, which are or can be used in the construction of airplanes, hydroplanes, motor vehicles, and all other machinery or equipment wherein such parts are or can be used, under the

telles pièces sont ou peuvent être utilisées, sous le nom de "Acme Pattern Works Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce deux février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5609 P. FRENETTE.

name of "Acme Pattern Works Ltd.", with a total capital stock of Ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into One thousand (1000) common shares of the par value of Ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Aluminum Foundry & Pattern Works Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1944, constituant en corporation: Jonathan Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, William Herbert Price, vendeur d'obligations, Helen Hague, Jeanne d'Arc Leclerc et Marie Paulé LaPalme, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre comme une industrie en exploitation le commerce présentement exercé en la Ville de St-Laurent sous les nom et raison sociale de Aluminum Foundry & Pattern Works, et tous et chacun des biens et obligations des propriétaires d'aucune industrie s'y rapportant ou toute industrie similaire et son achalandage;

Manufacturer et faire le commerce de fer, acier, bronze et de tous autres métaux du minéral à leurs produits finis;

Mouler, fondre, forger et laminier le fer, l'acier, le bronze et tous autres matériaux, métaux de toutes sortes et descriptions et manufacturer et faire le commerce de tous objets, effets et marchandises dans lesquels le fer, l'acier, le bronze ou aucun métal est ou peut être utilisé et à cette fin ériger et exploiter des hauts fourneaux, forges, raccords et tous autres dispositifs nécessaires ou convenables au bon exercice dudit commerce;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre et faire le commerce de machines-outils, instruments, ferronnerie de toutes sortes, locomotives, machines fixes et autres, wagons de chemin de fer, automobiles, accessoires d'automobiles, aéroplanes, accessoires d'aéroplanes, pièces ou fournitures, moteurs, appareils électriques, compresseurs à air et à vapeur, machinerie pour les mines et le pompage et outils, bouilloires et généralement toutes sortes et descriptions d'outils, machinerie et articles composés ou fabriqués, en tout ou en partie, de fer, d'acier, de métal ou de bois, sous le nom de "Aluminum Foundry & Pattern Works Limited", avec un capital total de cent mille dollars (\$100,000), divisé en trois cents (300) actions privilégiées remboursables participantes à cinq pour cent d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en sept mille (7,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinq janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5610 P. FRENETTE.

**"Aluminum Foundry & Pattern Works Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1944, incorporating: Jonathan Robinson, advocate and King's Counsel, William Herbert Price, bond dealer, Helen Hague, Jeanne d'Arc Leclerc and Marie Paule LaPalme, spinsters, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now being carried on in the Town of St. Laurent under the firm name and style of Aluminum Foundry & Pattern Works, and all and each of the property and obligations of the proprietors of any industry connected therewith or any similar industries and its goodwill;

To manufacture and deal in iron, steel, brass and all other metals from the ore to the finished products thereof;

To cast, smelt, forge and roll iron, steel, brass and all other materials, metals of all kinds and descriptions and to manufacture and deal in all goods, wares and merchandises in which iron, steel, brass or any metal is or may be used and for that purpose to erect and operate blast furnaces, forges, connectors and all other appliances necessary or convenient for the due carrying on of the said business;

To manufacture, import and export, buy, sell and deal in machine tools, implements, hardware of all kinds, locomotives, stationary and other engines, railway cars, automobiles, automobile equipment, airplanes, airplane equipment, parts or supplies, motors, electrical apparatus, air and steam compressors, mining and pumping machinery and tools, boilers and generally every kind and description of tools, machinery and articles composed or manufactured in whole or in part of iron, steel, metal or wood, under the name of "Aluminum Foundry & Pattern Works Limited", with a total capital stock of One hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into Three hundred (300) five per cent. participating redeemable preferred stock of the par value of One hundred dollars (\$100.00) each and Seven thousand (7,000) common shares of the par value of Ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Association de la Voirie de Drummond"**  
**"Drummond Roads' Association"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Laferté, gérant, J.-Antonio Bourgeois, marchand, et Donat Bourgeois, propriétaire d'autobus, tous trois de Drummondville, province de Québec, dans les buts suivants:

Coopérer avec les autorités municipales, provinciales et fédérales dans l'étude et la solution des problèmes de voirie, aux points de vue tourisme, commerce et industrie;

Coopérer avec les autorités municipales, provinciales et fédérales pour l'entretien des routes d'hiver dans diverses régions de la Province, sous le nom de "Association de la Voirie de Drummond" — "Drummond Roads' Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Drummondville, comté de Drummond, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
 5611-o P. FRENETTE.

**"Association de la Voirie de Drummond"**  
**"Drummond Roads' Association"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Laferté, manager, J. Antonio Bourgeois, merchant, and Donat Bourgeois, autobus proprietor, all three of Drummondville, Province of Quebec, for the following purposes:

To cooperate with the municipal, provincial and federal authorities in the study and solution of road problems, from the tourist trade, commercial and industrial viewpoints;

To cooperate with the municipal, provincial and federal authorities regarding the maintaining of winter roads in various regions of the Province, under the name of "Association de la Voirie de Drummond" — "Drummond Roads' Association".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Drummondville, county of Drummond, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
 Assistant Deputy Attorney General.

**"Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Houle et Antonio Blondin, cultivateurs, de Nicolet, Dr Alphonse Lemire, médecin, Rosario Roy, garagiste, Alcide Rousseau, industriel, Geo.-Paul Lefebvre, commerçant, et Arthur Précourt, cultivateur, ces cinq derniers de La Baie, et tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Permettre aux hommes d'affaires et aux cultivateurs, dans un but philanthropique et social, de faciliter les relations commerciales entre les villes et les villages de la région de Nicolet et d'Yamaska, par l'ouverture et l'entretien des chemins d'hiver de la dite région, sous le nom de "Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à La Baie, comté d'Yamaska, district de Richelieu.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
 5612-o P. FRENETTE.

**"C. Robitaille Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1944, constituant en corporation: L.-E.-Langis Galipeault, avocat et Conseil en loi du Roi, Jacques Galipeault, avocat, Antonio Leclerc, comptable, Jeanne Déchéne et Madeleine Marcoux, sténographes, tous de la cité

**"Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Houle and Antonio Blondin, farmers, of Nicolet, Dr. Alphonse Lemire, physician, Rosario Roy, garage-keeper, Alcide Rousseau, manufacturer, Geo. Paul Lefebvre, trader and Arthur Précourt, farmer, these five last mentioned of La Baie, and all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To give business men and farmers, from a philanthropic and social viewpoint, the opportunity to facilitate commercial relations between the towns and villages of the region of Nicolet and Yamaska, by the opening and maintaining of winter roads in the said region, under the name of "Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at La Baie, county of Yamaska, district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
 Assistant Deputy Attorney General.

**"C. Robitaille Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1944, incorporating: L.-E.-Langis Galipeault, advocate and King's Counsel, Jacques Galipeault, advocate, Antonio Leclerc, accountant, Jeanne Déchéne and Madeleine Marcoux, stenographers, all of the City of

de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir comme industrie en exploitation et exercer le commerce et l'entreprise et aussi acheter ou autrement acquérir la totalité ou toute partie des biens et de l'actif de "C. Robitaille Enrg.", une société commerciale faisant affaires en la cité de Québec;

Exercer l'industrie qui consiste à fabriquer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, affermer, louer, transporter, installer, réparer, modifier, troquer, échanger et faire le commerce de toute autre manière de pianos, pianos-fortes, orgues, harmoniums et instruments de musique et autres instruments de musique de toute nature et espèce quelconque;

Exercer l'industrie qui consiste à manifester, produire, acheter, vendre, importer, exporter, affermer, louer, transporter, installer, réparer, modifier, troquer, échanger, et faire le commerce de toute autre manière quelconque de toutes sortes de radios, machines de radios, radios-téléphone, téléphone sans-fil, instruments de télévision et toutes sortes de radios et outillages, appareils, instruments, fixtures et accessoires de radios, et machines, appareils, accessoires, fixtures, instruments électriques, automoteurs et magnétiques, et de pièces et de tous appareils qui servent à la fabrication et l'installation de machines à radios, radios-téléphone, de téléphone sans-fil et de télévision et de tous les instruments, appareils, outillages, accessoires ou dispositifs utilisés en rapport avec la diffusion, la réception ou la transmission à travers l'espace de messages de sans-fil ou de radios; et toute musique, concerts, chants, discours ou tous autres sons quelconques qui peuvent être transmis par appareils de sans-fil ou de radio ou qui peuvent servir directement ou indirectement avec la fabrication, la vente, la location, le prêt ou la distribution d'appareils de radios, soit pour la transmission ou la réception ou pour toute autre fin quelconque;

Manufacturer et faire le commerce de gramophones, victrolas, phonographes, disques, aiguilles, plaques et dispositifs et appareils, accessoires se rapportant ou connexes en aucune manière à des gramophones, victrolas, phonographes, machines parlantes, machines cinématographiques en général;

Imprimer, publier, graver, lithographier et relier de la musique et notes de musique, musique en feuilles, papier et accessoires et généralement exercer tout commerce de nature semblable et faire toutes les choses qui se rapportent à l'industrie de l'imprimerie et de la publication;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, installer et autrement faire le commerce de meubles;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, installer, faire le commerce de glacières, systèmes de réfrigérations, instruments ou machines à repasser ou à laver, systèmes de buanderie, systèmes de chauffage, balayeuses, aspirateurs, poêles, fournaies, brûleurs à l'huile, machines à coudre, systèmes de climatisation d'air, sous le nom de "C. Robitaille Inc.", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5613-0 P. FRENETTE.

Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire as a going concern and carry on the business and undertaking and also purchase or otherwise acquire the whole or any part of the property and assets of "C. Robitaille Enrg.", a commercial partnership, carrying on business in the City of Quebec;

To carry on business, manufacture, produce, purchase, sell, import, export, rent, lease, transfer, install, repair, alter, barter, exchange and, in any other manner, deal in pianos, pianofortes, organs, harmoniums and musical instruments and other musical instruments of any kind or sort whatsoever;

To carry on business, manufacture, produce, purchase, sell, import, export, rent, lease, transfer, install, repair, alter, barter, exchange and in any other manner whatever deal in all kinds of radios, radio machines, radio telephone, wireless telephone, television instruments and all kinds of radios and radio equipment, apparatus, instruments, fixtures and accessories, and machines, apparatus, accessories, fixtures, electrical instruments, auto and magnetic motors, and parts, and any apparatus used in the manufacture and installation of radio machines, radio-telephone, wireless telephone, and of television, and all the instruments, apparatus, equipment, accessories or devices used in connection with the diffusion, reception or broadcasting through space of wireless or radio messages; and any music, concerts, songs, speeches or any other sounds whatsoever capable of being transmitted by wireless or radio machines or which may, directly or indirectly, be used in connection with the manufacture, sale, leasing, loan or distribution of radio apparatus, whether for broadcasting or receiving or for any other purpose whatsoever;

To manufacture and deal in gramophones, victrolas, phonographs, records, needles, plates and devices and apparatus, accessories, incidental to or in any manner connected with gramophones, victrolas, phonographs, talking machines, cinematographic machines in general;

To print, publish, engrave, lithograph and bind music and music notes, sheet music, paper and accessories, and generally, carry on any business of a similar kind and do anything connected with the printing and publishing business;

To purchase, sell, manufacture, import, export, install and otherwise deal in furniture;

To purchase, sell, manufacture, import, install, deal in, refrigerators, refrigerating systems, ironing or washing instruments or machines, laundry systems, heating systems, sweepers, vacuums, stoves, furnaces, oil burners, sewing machines, air-conditioning systems, under the name of "C. Robitaille Inc.", with a total capital stock of two hundred and ninety-nine thousand dollars (\$299,000), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Feldspar & Mica Company, Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1944, constituant en corporation: Lorraine Ryan, Doris Landry et Claire Poulin, filles majeures, sténographes, résidants en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Feldspar & Mica Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5614 P. FRENETTE.

**"Garage Tremblay Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1944, constituant en corporation: J.-Emile Tremblay, garagiste, Dame Bernadette Giroux, épouse séparée de biens du dit J.-Emile Tremblay et dument autorisée par lui aux fins des présentes, et Demoiselle Jeanne d'Arc Tremblay, fille majeure, tous trois du village de Saint-Félicien, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, des automobiles, des camions, des autos-chenilles, des tracteurs, des voitures automobiles d'hiver, des moteurs-véhicules de tous genres, et en faire commerce;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger toutes sortes de moteurs, d'engins, de machines en général, de carburateurs, de pièces et accessoires d'automobiles, de camions, de tracteurs;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, importer, exporter, réparer toutes sortes de voitures à traction animale et autres et en faire commerce;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, réparer toutes sortes de voitures d'eau, à rames ou à force motrice, des canots en toile, en bois, en écorce, ou en tout autre matériel, et de tous accessoires, et en faire commerce;

Construire, réparer, acheter, louer, posséder et exploiter des garages, des boutiques de réparations générales, des postes de service, et autres endroits, pour la vente, la mise en sureté, la réparation de toutes automobiles, de tous véhicules-moteurs, de moteurs et engins de toutes sortes, soit à gazoline, à vapeur, électriques et autres;

Faire le commerce de bois en général, manufacturé ou non manufacturé, sous le nom de "Garage Tremblay Ltée", avec un capital total de dix-huit mille dollars (\$18,000.00), divisé en trois mille (3000) actions privilégiées de cinq dollars

**"Feldspar & Mica Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1944, incorporating: Lorraine Ryan, Doris Landry and Claire Poulin, spinsters, stenographers, residing in the City of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Feldspar & Mica Company, Limited", with a total capital-stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5614-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Garage Tremblay Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1944, incorporating: J.-Emile Tremblay, garage-keeper, Dame Bernadette Giroux, wife separate as to property of the said J.-Emile Tremblay, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and Miss Jeanne d'Arc Tremblay, spinster, all three of the Village of Saint-Félicien, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange automobiles, trucks, caterpillars, tractors, winter automobiles, motor-vehicles of all kinds and to deal therein;

To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange all kinds of motors, engines, machines in general, carburetors, automobile, truck, tractor parts and accessories;

To manufacture, purchase, sell, exchange, import, export, repair all kinds of animal-drawn and other vehicles, and to deal therein;

To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange, repair, all kinds of water carriages, whether propelled by oars or motor, canvas, wooden or bark canoes or canoes of any other material, and all accessories thereof, and to deal therein;

To build, repair, purchase, lease, own and operate garages, general repair shops, service stations and other premises for the sale, storage, repair of all automobiles, motor-vehicles, motors and engines of every kind, whether gasoline, steam, electric or otherwise;

To carry on a general lumber business, whether manufactured or non-manufactured lumber, under the name of "Garage Tremblay Ltée", with a total capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000) divided into three thousand (3000)

(\$5.00) chacune et trois mille (3000) actions communes d'une valeur au pair d'un dollar (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera en la ville de Dolbeau, dans le district de Roberval, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5615-o P. FRENETTE.

**"Industrial Chemicals Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1944, constituant en corporation: Raymond Lemieux, marchand, Bernard Devlin, avocat et conseil en Loi du Roi, et Marthe Desgagné, fille majeure, sténographe, tous trois de la cité de Québec et de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à négocier des produits chimiques et tous produits similaires et leurs sous-produits et dérivés;

Exercer le commerce comme agents manufacturiers et acheter, vendre, négocié, recueillir, mettre en bouteilles et emballer des produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de "Industrial Chemicals Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq dollars (\$5) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5616 P. FRENETTE.

**"Introducers Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un janvier 1944, constituant en corporation: Lawrence Marks, avocat et solicitor, Dame Irene Marston, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Lawrence Marks, dont le consentement aux présentes a été dûment donné, et Anne Evelyn Marks, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importateurs et d'exportateurs, et acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de produits et de matières plastiques, papier et nouveautés de papier, nouveautés d'annonces de toutes sortes, y compris les matières brutes dont lesdits articles sont faits, et aussi de montres, bijoux, ornements, articles de fantaisie de différentes sortes, verrerie de toute description, porcelaine, argenterie et tissus, et aussi acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et de spécialité et nouveautés de quincaillerie de toute sorte, sous le nom de "Introducers Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt (20); aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera à 614 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

preferred shares of five dollars (\$5) each and three thousand (3000) common shares of a par value of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be in the Town of Dolbeau, in the District of Roberval, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5615 Assistant Deputy Attorney General.

**"Industrial Chemicals Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1944, incorporating: Raymond Lemieux, merchant, Bernard Devlin, advocate and King's Counsel, and Marthe Desgagné, spinster of age, stenographer, all three of the City of Quebec and Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in chemical products and all similar products and their by-products and derivatives;

To carry on business as manufacturers' agents and to purchase, sell, deal in, collect, bottle and package chemicals of all kinds, under the name of "Industrial Chemicals Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company shall be in the City of Quebec, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5616-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Introducers Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1944, incorporating: Lawrence Marks, barrister and solicitor, Dame Irene Marston, housewife, wife separate as to property of the said Lawrence Marks whose consent was duly given to the presents, and Anne Evelyn Marks, spinster, of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as importers and exporters of, and to purchase, sell and deal wholesale and retail in plastic products and materials, paper and paper novelties, advertising novelties of all kinds, including the raw material of which the said articles may be made, as well as watches, jewellery, ornaments, fancy articles of various kinds, glassware of any description, crockery, silverware and textiles, as well as buy, sell and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind, under the name of "Introducers Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20); no appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at 614 St. James Street West, in the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5617 P. FRENETTE.

"Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1944, constituant en corporation: Joseph Charlebois, Albert Charlebois, Roméo Charlebois, Léon Charlebois et Charles-Edouard Charlebois, vitriers, tous de Verdun, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de manufacturiers, importateurs, grossistes, détaillants, négociants, producteurs, acquéreurs et vendeurs, et de toute autre manière marchands et négociants de verre et verrerie, et autres produits semblables, sous le nom de "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5618-o P. FRENETTE.

"Kingsbury Shoes Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Ariste Brossard, avocat et Conseil en loi du Roi, Lucien Roux, avocat, et Francine Gravel, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations de détaillants et manufacturiers et marchands de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et marchandises en cuir de toutes sortes, et toutes choses y relatives en cuir et autres matériels, et manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous tels effets, articles et marchandises, et tous effets, articles et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés conjointement avec iceux, sous le nom de "Kingsbury Shoes Ltd", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille dollars (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5619-o P. FRENETTE.

"L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C."—"E. P. C. Employees Benevolent Association"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de janvier 1944,

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5617-o Assistant Deputy Attorney General.

"Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1944, incorporating: Joseph Charlebois, Albert Charlebois, Roméo Charlebois, Léon Charlebois and Charles Edouard Charlebois, glaziers, all of Verdun, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers, wholesalers, retailers, traders, producers, buyers and sellers of, and in any other manner merchants of and dealers in glass and glassware, and other similar products, under the name of "Jos. Charlebois & Cie Limitée"—"Jos. Charlebois & Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5618 Assistant Deputy Attorney General.

"Kingsbury Shoes Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1944, incorporating: Ariste Brossard, advocate and King's Counsel, Lucien Roux, advocate, and Francine Gravel, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as retailers, manufacturers of and dealers in boots, shoes, footwear, mittens, gloves and leather articles of all kinds and everything connected therewith, in leather or other materials, and to manufacture, purchase, sell and otherwise deal in any such goods, articles and merchandise and any goods, articles and merchandise which may be advantageously manufactured, sold and traded together with the same, under the name of "Kingsbury Shoes Ltd", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000), divided into nine hundred and fifty (950) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5619 Assistant Deputy Attorney-General.

"L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C."—"E. P. C. Employees Benevolent Association"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1944, to incorporate as a corpo-

constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Richard, Roméo Lecomte, machinistes; Alvarez Berthiaume, Hector Lagassé, Arthur Plouffe, Jean-Maurice Léger, outilleurs; Ernest Mercier, ajusteur; Roger Marsan et Edgar Lambert, ces deux derniers opérateurs; tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, promouvoir, maintenir et administrer une association des employés de la compagnie "Engineering Products of Canada Limited", dans le but de sauvegarder les droits, privilèges et intérêts de ses membres, de leur fournir aide, assistance et encouragement mutuels et, en général, de leur procurer, dans la mesure du possible, le bien-être moral, physique et intellectuel;

Encourager les activités sociales, récréatives, sportives, artistiques ou autres de ses membres; organiser des divertissements, soirées récréatives, représentations, réunions ou autres œuvres dans l'intérêt de l'association;

Éliminer les contributions que les membres peuvent être appelés à faire personnellement à l'occasion de mariages, décès ou autres événements chez les employés de la Compagnie, et les remplacer, dans l'un ou l'autre de ces cas par la souscription de l'association elle-même, sous le nom de "L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C."—"E. P. C. Employees Benevolent Association".

Rien dans les pouvoirs ci-dessus ne pourra être interprété comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté. Par ailleurs, la présente Corporation n'est pas autorisée à demander et à obtenir les licences de club habituellement octroyées par la Commission des liqueurs de la Province.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de mille dollars (\$1,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5620-o P. FRENETTE.

"L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée"—"Quebec Music Teachers' Association Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Brossard, Claude Demers, avocats, et Annette Turgeon, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

D'agir dans l'intérêt et pour le bénéfice de leurs membres et plus particulièrement:

a) Faciliter un rapprochement plus intime entre l'élément français et l'élément anglais dans Québec au moyen d'un effort collectif dans l'art de la musique.

b) Instituer des moyens sérieux et progressifs dans l'enseignement de la musique sous toutes ses formes.

c) Inciter tous les professeurs de musique à s'enregistrer et établir un niveau définitif de compétence professionnelle, sous le nom de "L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée"—"Quebec Music Teachers' Association Incorporated".

ration without share capital: Gustave Richard, Roméo Lecomte, machinists; Alvarez Berthiaume, Hector Lagassé, Arthur Plouffe, Jean Maurice Léger, toolmakers; Ernest Mercier, fitter; Roger Marsan and Edgar Lambert, these two last operators; all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To found, promote, maintain and manage an association for the employees of the company "Engineering Products of Canada Limited", with a view to safeguarding the rights, privileges and interests of its members, to furnish them mutual help, assistance and encouragement and, in general, to provide, in the greatest possible measure, for their moral, physical and intellectual welfare;

To encourage the social, recreational, sportive, artistic and other activities of its members; to organize entertainments, evening pastimes, theatricals, meetings and other works in the interest of the association;

To eliminate contributions which the members might be called upon to make personally on the occasion of weddings, deaths or other events among the employees of the Company, and to replace these, in any of such cases by a subscription from the association itself, under the name of "L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C."—"E. P. C. Employees Benevolent Association".

Nothing contained in the foregoing powers shall be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined. Moreover, the present corporation is not authorized to apply for and obtain club licenses usually granted by the Liquor Commission of the Province.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one thousand dollars (\$1,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5620 Assistant Deputy Attorney General.

"L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée"—"Quebec Music Teachers' Association Incorporated"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirty-first day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Brossard, Claude Demers, advocates, and Annette Turgeon, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act in the interest and for the benefit of their members and more particularly:

a) To facilitate a closer relationship between the French element and the English element in Québec through a united effort in the art of music.

b) To institute serious and progressive methods in the teaching of music in all its lines.

c) To urge all music teachers to register and establish a definite standard of professional competency, under the name of "L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée"—"Quebec Music Teachers' Association Incorporated".

Le montant maximum des propriétés immobilières que la corporation pourra posséder est de \$100,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5621-o P. FRENETTE.

The total amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Eddy Prévost, publiciste, de Cap St-Martin, cté Laval, Roland Prévost, journaliste, Joseph-Alyre-R. Prévost, négociant, et Gérard Fauvel, comptable, ces trois derniers de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines, enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimerie généralement, de lithographie, de photographie, de photogravure, d'annonce, d'électrotype, de librairie, de reliure, de gravure, de caractères d'imprimerie, d'objets d'arts et de tout ce qui s'y rattache, sous le nom de "Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cent cinquante dollars (\$19,950.00), divisé en 1995 actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5622-o P. FRENETTE.

**"Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1944, incorporating: Eddy Prévost, publicist, of Cap St-Martin, Co. of Laval, Roland Prévost, journalist, Joseph-Alyre-R. Prévost, merchant, and Gérard Fauvel, accountant, the three latter of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, conduct, circulate, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, in a word, everything which may, directly or indirectly, be the object of the foregoing powers;

To engage in the industry and carry on the business of printing in general, lithography, photography, photo-engraving, advertisement, electrotyping, stationery, binding, engraving, printing-type, works of art and everything connected therewith, under the name of "Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred and fifty dollars (\$19,950), divided into 1995 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Les Industries Yamaska Inc."—"Yamaska Industries Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de janvier 1944, constituant en corporation: Albert Lagnado, avocat, Annette Turgeon et Marcelle Larose, filles majeures, sténographes, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux;

Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler, tous revêtements muraux et planches murales enduites d'asphalte ou autrement, toutes toitures et maçonnerie de toute sorte et description;

Exercer le commerce de marchand de bois en gros et en détail, mettre en opération des scieries, moulins à bardeau, manufactures pour le façonnage du bois et son traitement ou revêtement sous toutes ses espèces, en produits et sous-produits;

Fabriquer et vendre la pierre, la brique, la ferronnerie et la peinture, et, d'une façon générale, tous matériaux de construction et accessoires;

Exercer l'industrie de manufacturier de bois de construction et autres matériaux de construction, sous le nom de "Les Industries Yamaska Inc."—"Yamaska Industries Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents

**"Les Industries Yamaska Inc."—"Yamaska Industries Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1944, incorporating: Albert Lagnado, advocate, Annette Turgeon and Marcelle Larose, spinsters, stenographers, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business of general builders and contractors;

To manufacture, make, dress, assemble all mural coatings and mural boards, whether coated with asphalt or otherwise, roofing and masonry of any sort and description;

To carry on business as lumber merchant, both wholesale and retail, operate saw-mills, shingle-mills, factories for the fashioning of wood and its dressing or coating, under all the species thereof, in products or by-products;

To manufacture and sell stone, brick, iron-ware and paint, and, generally, any building materials and accessories;

To carry on the business of the manufacturing of timber and other building requisites, under the name of "Les Industries Yamaska Inc."—"Yamaska Industries Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dol-

dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Pie, comté de Bagot, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur-général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5623-o P. FRENETTE.

dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Saint-Pie, County of Bagot, in the District of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Les Propriétaires Unis Incorporée"—"(The United Landlords Incorporated)"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1944, constituant en corporation: J.-Ezerias Duranceau, comptable, Victor Courte, garagiste, Ronald Tremblay, voyageur, Hervé Thuot, bourgeois, Donald Reardon, commerçant, et Paul Poirier, marchand, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir le développement physique, intellectuel des membres;

Étudier les meilleurs moyens de mettre en valeur les propriétés immobilières des membres;

Étudier les plans de construction et de réparation, et activer la construction pour le bénéfice des membres;

Étudier et préparer des plans et projets de règlement pour dégrever de taxes les propriétés foncières;

Étudier et préparer des projets de lois et des règlements en conformité avec les meilleurs intérêts des propriétaires, sous le nom de "Les Propriétaires Unis Incorporée" (The United Landlords Incorporated), avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5624-o P. FRENETTE.

**"Les Propriétaires Unis Incorporée"—"(The United Landlords Incorporated)"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1944, incorporating: J.-Ezerias Duranceau, accountant, Victor Courte, garage-keeper, Ronald Tremblay, traveller, Hervé Thuot, gentleman, Donald Reardon, trader, and Paul Poirier, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the physical and intellectual development of the members;

To study the best means of turning to account the immovable property of its members;

To study building and repairing plans and promote construction for the benefit of the members;

To study and prepare settlement plans and projects, for the reduction of taxes on real estate;

To study and prepare proposed laws and by-laws, in conformity with the best interests of the landlords, under the name of "Les Propriétaires Unis Incorporée"—(The United Landlords Incorporated), with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Les Remèdes Faguet Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier février 1944, constituant en corporation: Armand Rousseau, avocat et conseil en loi du Roi, Wesley Hyndman Bradley, avocat, Raymond Aubé, gérant, Mademoiselle Thérèse Cooney, secrétaire d'âge légal et Dame Laurette Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens de Lucien Grenier, ourdisseur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, distribuer et vendre en gros des remèdes brevetés, articles de toilette, crèmes, lotions, savons, pâtes, onguents, poudres, pansements, herbes, huiles, engrais, superphosphate, acides, alcalis, charbon et minéraux, ainsi que leurs sous-produits et dérivés, et en général des préparations médicinales et chimiques de toutes sortes et descriptions;

Acquérir comme une industrie en exploitation et opérer le commerce présentement exercé

**"Les Remèdes Faguet Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1944, incorporating: Armand Rousseau, advocate and King's Counsel, Wesley Hyndman Bradley, advocate, Raymond Aubé, manager, Miss Therese Cooney, secretary, of legal age and Dame Laurette Gagnon, housewife, wife separate as to property of Lucien Grenier, warper, and by him duly authorized herein, all of the City of Sherbrooke, District of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, distribute and sell in wholesale patent medicines, toilet articles, creams, lotions, soaps, pastes, ointments, powders, dressings, herbs, oils, fertilizers, superphosphates, acids, alkalis, coal and minerals, as well as their by-products and derivatives, and in general medicinal and chemical preparations of every kind and description;

To acquire as a going concern and exploit the business presently carried on by the commercial

par la firme commerciale de "Les remèdes Faguet Enrg.", dont Laurette Gagnon, une des présents requérants, est la seule propriétaire enregistrée, comme manufacturiers et distributeurs de produits pharmaceutiques, sous le nom de "Les Remèdes Faguet Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce premier février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5625 P. FRENETTE.

**"Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de janvier 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Paquet, ptre, curé; Bernard Bélanger, Gladius Levesque, Louis-Philippe Michaud, Edmond Levesque, Martial Danjou, Georges Bérubé, Joseph Bélanger, Émile Levesque et Germain Levesque, tous cultivateurs; Charles Ouellet, négociant; Albert Michaud, cordonnier; Herménégilde Danjou, mécanicien; Horace Bossé, menuisier; Arthur Després, prop. de moulin à scie; Antonio Danjou, propriétaire; Benjamin Lizotte, journalier; Ls. Ph. Ouellet, commerçant; Pierre Levesque, cuisinier; et Eugène Milliard, marchand; tous de St-Gabriel Lalemant, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir un immeuble devant servir de salle paroissiale à l'usage des citoyens de la paroisse de St-Gabriel Lalemant et pour toutes fins sociales, civiles et religieuses; mettre en location ladite salle; louer dans ledit immeuble des bureaux ou logements; le tout sous la direction du directeur-gérant, Paul-Émile Paquet, curé de la paroisse, ou de ses successeurs; ladite salle devant demeurer la propriété de la fabrique de St-Gabriel Lalemant dès qu'elle sera complètement payée.

Le nom corporatif de la présente corporation est "Le Syndicat de La Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à St-Gabriel Lalemant, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5626-o P. FRENETTE.

**"Modes Sportswear Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1944, constituant en corporation: Sam Saltzman et Dame Fannie Edgar, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sam Saltzman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, Hyman Leboff et Philip Leboff, tous deux de la cité de Montréal, chacun d'eux, sauf Dame Fannie Edgar, est un manu-

firm of "Les Remèdes Faguet Enrg.", whereof Laurette Gagnon, one of the petitioners herein, is the sole registered owner, as manufacturers and distributors of pharmaceutical products, under the name of "Les Remèdes Faguet Inc.", with a total capital stock of Forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into Four hundred and ninety (490) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5625-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc."**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Émile Paquet, Parish Priest; Bernard Bélanger, Gladius Levesque, Louis Philippe Michaud, Edmond Levesque, Martial Danjou, Georges Bérubé, Joseph Bélanger, Émile Levesque and Germain Levesque, all farmers; Charles Ouellet, dealer; Albert Michaud, shoemaker; Herménégilde Danjou, mechanic; Horace Bossé, joiner; Arthur Després, saw-mill proprietor; Antonio Danjou, proprietor; Benjamin Lizotte, laborer; Ls. Ph. Ouellet, trader; Pierre Levesque, cook; and Eugène Milliard, merchant, all of St-Gabriel Lalemant, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire an immovable to serve as a parish hall for the use of the members of the parish of St-Gabriel Lalemant and for other social, civil and religious purposes; to lease the said hall; to lease, in the said immovable, offices or dwellings; the whole under the direction of the director-manager, Paul Émile Paquet, Parish Priest, or his successors; the said hall to remain the property of the Fabrique of St-Gabriel Lalemant when it shall be completely paid for.

The corporative name of the present corporation is "Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at St-Gabriel Lalemant, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5626 Assistant Deputy Attorney General.

**"Modes Sportswear Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1944, incorporating: Sam Saltzman and Dame Fannie Edgar, housewife, wife separate as to property of the said Sam Saltzman and duly authorized by him for the purpose hereof, both of the City of Outremont, Hyman Leboff and Philip Leboff, both of the City of Montreal, each of them, except Dame Fannie Edgar, being a manufacturer, all of the

facturier, tous du district de Montréal et de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exercer le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: des robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirées, pour enfants, dames et demoiselles, vêtements de toutes descriptions quelconques pour dames, effets et vêtements de toutes sortes pour enfants; et exercer le commerce des lainages, soieries, cotonnades et toutes autres de tissus, garnitures, ornements et tous autres étoffes, objets et commodités utilisés pour la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Modes Sportswear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5627 P. FRENETTE.

**"Northern Sales Company"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1944, constituant en corporation: Nicholas Ostin, marchand, Freda Toulch, fille majeure, sténographe, et David Schulman, trafiquant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'articles en cuir, articles de fumeurs, objets d'art et de fantaisie, jouets, menus articles, marchandises sèches, papeterie, plumes, crayons, quincaillerie, lampes, coutellerie, articles émaillés, diverses préparations pharmaceutiques, lunettes fumées, articles de toilette, lainages, meubles, appareils et accessoires photographiques, radios et accessoires de radios, sous le nom de "Northern Sales Company", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5628 P. FRENETTE.

**"Plate-All Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq janvier 1944, constituant en corporation: Jonathan Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, William Herbert Price, marchand d'obligations, Helen Hague, Jeanne d'Arc Leclerc et Marie-Paule LaPalme, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du placage de chrome dur, de tout placage employé relativement aux parties hydrauliques et constituantes de l'avion, placage de cadmium, placage de chrome de commerce et en général le placage de tout genre;

District of Montreal and Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: children's, ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Modes Sportswear Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) common shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5627-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Northern Sales Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1944, incorporating: Nicholas Ostin, merchant, Freda Toulch, spinster, of the full age of majority, stenographer, and David Schulman, jobber, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy and sell, leather goods of all kinds, smokers' requisites, objects of art or fancy goods, toys, smallwares, dry goods, stationery, pens, pencils, hardware, lamps, cutlery, enamelware, pharmaceutical sundries, sun glasses, toileteries, woollens, furniture, cameras and photographic equipment, radio and radio equipment, under the name of "Northern Sales Company", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into Four hundred and ninety-nine (499) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5628-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Plate-All Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1944, incorporating: Jonathan Robinson, advocate and King's Counsel, William Herbert Price, bond dealer, Helen Hague, Jeanne d'Arc Leclerc and Marie-Paule LaPalme, spinsters, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hard chrome plating, all plating used in connection with aircraft, hydraulic and component parts, cadmium plating, commercial chrome plating and generally plating of any and all kinds;

Faire les opérations de polissage, broyage, nettoyage et en général tout travail nécessaire ou connexe à l'industrie du placage;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce des produits des métaux, y compris le chromium, le laiton, l'acier, le fer et autres minéraux, sous le nom de "Plate-All Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en quatre mille (4,000) actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq janvier 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5629 P. FRENETTE.

To carry on the business of buffing, grinding, cleaning and generally every work which may be necessary or incidental to the plating business;

To manufacture, buy, sell and deal in metal products, including chromium, brass, steel, iron and other minerals, under the name of "Plate-All Limited", with a total capital stock of Forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into Four thousand (4,000) common shares of Ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1944.

P. FRENETTE,  
5629-o Assistant Deputy Attorney General.

### Lettres patentes supplémentaires

#### "Absorbent Cotton Products Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 février 1944, changeant le nom de la compagnie "Acme Cotton Products Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente juin 1941, sous le nom de "Acme Cotton Products Company", en celui de: "Absorbent Cotton Products Inc."

Daté du bureau du procureur général, le cinq février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5630 P. FRENETTE.

### Supplementary Letters Patent

#### "Absorbent Cotton Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of February, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Acme Cotton Products Company", incorporated by letters patent bearing date the thirtieth day of June, 1941, under the name of "Acme Cotton Products Company", to that of: "Absorbent Cotton Products Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5630-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Le Syndicat de Québec Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de février 1944, à la compagnie "Le Syndicat de Québec Limitée", ratifiant son règlement N° 33 augmentant son capital de \$149,000.00 à \$299,000.00, par la création de 1,500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5631-o P. FRENETTE.

#### "Le Syndicat de Québec Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1944, to the company "Le Syndicat de Québec Limitée", ratifying its by-law No. 33 increasing its capital stock from \$149,000 to \$299,000 by the creation of 1,500 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5631 Assistant Deputy Attorney General.

#### "Prudential Construction Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sept février 1944, à la compagnie "Prudential Construction Limited", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000 à \$50,000, par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce sept février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5632 P. FRENETTE.

#### "Prudential Construction Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of February, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Prudential Construction Limited", ratifying a by-law increasing its capital from \$20,000.00 to \$50,000.00, by the creation of 100 additional common shares of the par value of \$100.00 each and 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
5632-o Assistant Deputy Attorney General.

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

**TIRAGE D'OBLIGATIONS**

MUNICIPALITÉ DE CANTON BÉGIN  
Comté de Chicoutimi.

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 19, ont été tirées au sort:

*Dénomination de \$100.00*:—C-3, 13 et 21.

*Dénomination de \$500.00*:—D-3, 5, 11 et 12.

Les dites obligations seront remboursables le 1er avril 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,  
ROMÉO LEVESQUE. 5634-o

**LAITERIE J. DAUPHINAIS, LIMITÉE**

Extrait du procès-verbal de l'assemblée des directeurs de la compagnie "Laiterie J. Dauphinaï, Limitée", tenue en la cité de Montréal, au bureau de la compagnie, 5363 rue Chambord, le trentième jour de décembre 1943, à deux heures de l'après-midi.

Tous les directeurs étaient présents.

"Il est proposé par Mme Armstrong, secondé par Mlle Dauphinaï que l'article 1 du chapitre 4 du règlement N° 1 soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de six (6) directeurs, dont quatre (4) formeront quorum."

Adopté unanimement.

Montréal, le 18 janvier 1944.

Copie conforme.

La secrétaire-trésorière,  
GERMAINE DAUPHINAIS 5635-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944, les règlements 1 à 48 inclusivement de "L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée"—"Food Distributors Association of Quebec, Incorporated", tels qu'adoptés aux assemblées tenues le 30 novembre 1943 et le 12 janvier 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 11 février 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI. 5636-o

"L'ASSOCIATION DES DISTRIBUTEURS DE VIVRES DU QUÉBEC, INCORPORÉE"—"FOOD DISTRIBUTORS ASSOCIATION OF QUEBEC, INCORPORATED"

(Extrait des règlements concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à vingt-trois).

*Règlement N° 16*

"L'Association est dirigée par un bureau de direction de vingt-trois membres."

Le secrétaire,  
MARCEL OSTIGUY. 5637-o

La formation d'une société, sous le nom de "Northern Electric Employee Association", pour l'étude, la défense et le développement des inté-

**DRAWING OF BONDS**

MUNICIPALITY OF CANTON BÉGIN  
County of Chicoutimi.

The following bonds, issued under By-law 19, have been drawn by lots:

*Denomination of \$100.00*:—C-3, 13 and 21.

*Denomination of \$500.00*:—D-3, 5, 11 and 12.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of April 1944, from which date they shall cease to bear interest.

ROMÉO LEVESQUE,  
Secretary-treasurer. 5634-o

**LAITERIE J. DAUPHINAIS, LIMITÉE**

Extract from the minutes of the meeting of the directors of the company "Laiterie J. Dauphinaï, Limitée" held in the city of Montreal, at the office of the company, 5363 Chambord street, on the thirtieth day of December, 1943, at two o'clock in the afternoon.

All the directors being present.

It was moved by Mrs. Armstrong, seconded by Mlle Dauphinaï that article 1 of chapter 4 of By-law No. 1 be revoked and replaced by the following:

"The affairs of the company will be managed by a board of six (6) directors, four (4) of whom shall form a quorum."

Unanimously adopted.

Montreal, January 18, 1944.

True copy.

GERMAINE DAUPHINAIS,  
Secretary Treasurer. 5635

Notice is given that by Order in Council bearing date February 9th, 1944, by-laws 1 to 48 inclusively of "L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée"—"Food Distributors Association of Quebec, Incorporated", as adopted at the meetings held on November 30th, 1943, and January 12th, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the Office of the Provincial Secretary, February 11th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province. 5636

"L'ASSOCIATION DES DISTRIBUTEURS DE VIVRES DU QUÉBEC, INCORPORÉE"—"FOOD DISTRIBUTORS ASSOCIATION OF QUEBEC, INCORPORATED"

(Excerpt from the by-laws respecting the increase in the number of Directors from three to twenty-three).

*By-law No. 16*

"The Association will be managed by a Board of Directors of twenty-three members."

MARCEL OSTIGUY,  
Secretary. 5637

The formation of an association, under the name of "Northern Electric Employee Association", for the study, defence and promotion of the

rêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 février 1944.

Le siège social de la société sera au N° 1261 rue Shearer, Montréal, province de Québec.

5638 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 15th, 1944.

The principal place of business of the association shall be No. 1261 Shearer Street, Montreal, Province of Quebec.

5638-o JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du canton Wolfe, comté de Terrebonne, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 5 février 1944, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité du canton Wolfe en celui de "municipalité de Saint-Faustin".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom n'entre en vigueur qu'à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Saint-Faustin, 14 février 1944.

[Sceau]

Le Maire, Le secrétaire-trésorier,  
CLÉOPHAS LEVERT. EUGÈNE DINELLE.  
5639-o

Public Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-treasurer of the Municipality of the Township of Wolfe in the County of Terrebonne, that the 5th of February 1944, the Lieutenant-Governor in accordance with a report of the committee of the Executive Council, has approved the change in the name of the Municipality of the Township of Wolfe for: "Municipalité de Saint-Faustin".

Pursuant the disposition of art. 48 of the Municipal Code of Province of Quebec, this change will come into force immediately after publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Saint-Faustin, February 14th, 1944.

[Seal]

CLÉOPHAS LEVERT, EUGÈNE DINELLE,  
Mayor. Secretary-Treasurer.  
5639-o

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté en conseil en date du dix-sept février 1944, la résolution, adoptée le 21 novembre 1943, de "New Adath Joshurun Congregation", constituée en corporation par une Loi spéciale de la Législature 7, George V, chapitre 108, changeant son nom d'incorporation en celui de "Adath Jeshurun Hadrath Kodesh Congregation", a été validée conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (statuts refondus de Québec 1941, chapitre 280).

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de février 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
5640 P. FRENETTE.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated February seventeenth, 1944, the resolution, adopted on November 21st, 1943, of "New Adath Joshurun Congregation", incorporated by the Special Act of the Legislature 7, George V, Chapter 108, changing its corporate name into that of "Adath Jeshurun Hadrath Kodesh Congregation", was validated pursuant to the provisions of Section 6 of the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 280).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.  
5640-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 février 1944.

Le siège social du syndicat est situé à Saint-Hyacinthe, P.Q.

5641-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on February 3rd, 1944.

The principal place of business of the syndicate will be at Saint-Hyacinthe, P.Q.

5641 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944, les amendements aux règlements 4a et 8b des règlements de "Opera Guild Incorporated", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le treize janvier 1944, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce onze février 1944.

5646 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated February 9th, 1944, the amendments to By-laws 4a and 8b, of the By-laws of "Opera Guild Incorporated", as adopted at the meeting held on January thirteenth, 1944, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Secretary of the Province, this eleventh of February, 1944.

5646-o JEAN BRUCHESI,  
Under-Secretary of the Province.

**Bureau-Chef**

**Chief-Office**

**NEW IDEAL LAUNDRY INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie New Ideal Laundry Inc.—Buanderie Idéale Incorporée, constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 19 janvier 1944, a établi son bureau à 750 rue Guy, Montréal.

A compter de cette date, le bureau de la compagnie établi à l'adresse ci-dessus sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 22ième jour de février 1944.

Le secrétaire,  
5648 MAURICE R. MONETTE.

**NEW IDEAL LAUNDRY INC.**

Notice is hereby given that New Ideal Laundry Inc.—Buanderie Idéale Incorporée, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, under date of January 19th, 1944, has established its office at 750 Guy Street, Montreal.

From and after this date the office of the Company established at the above address, shall be considered to be the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 22nd day of February, 1944.

MAURICE R. MONETTE,  
5648-o Secretary.

**Charte—Abandon de**

Avis est par les présentes donné que, d'après les statuts de la loi des Compagnies de Québec demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil par Arca Hotel Inc., le priant que permission lui soit donnée d'abandonner sa charte, et son annulation, de et après la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer. Montréal, le 24 février 1944.

Par le secrétaire,  
5656-o JAMES SPERDAKOS.

**Charter—Surrender of**

Under the Provisions of the Quebec Companies Act, the Arca Hotel Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him, the Lieutenant-Governor.

Montreal, February, 24th, 1944.  
per: JAMES SPERDAKOS,  
5656-o Secretary.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session (1944), pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender sa charte en pourvoyant à l'ouverture des bureaux de scrutin à ses élections municipales à 8 heures du matin au lieu de 7 heures du matin; pour obtenir la retraite et l'élection de la moitié de son conseil municipal par rotation à chaque année, ainsi que la confirmation de l'abolition d'une servitude et d'une restriction de construction affectant certaines propriétés dans la ville présentement utilisées à des fins manufacturières.

Mont-Royal, le 7 février 1944.

Les procureurs de la ville de Mont-Royal,  
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN.

Bureau: Boisvert & Corriveau,  
80, St-Pierre, Québec,  
Agents. 5531-6-4

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the current (1944) session for the passing of an Act to amend its Charter by providing for the opening of polls at its municipal elections at 8.00 a.m. instead of 7.00 a.m.; for the retirement and election of one-half of its municipal council by rotation each year and for confirmation of the extinguishment of a servitude and building restriction affecting certain property in the Town now used for factory purposes.

Mount Royal, February 7th, 1944.

MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN,  
Attorneys for the Town of Mount Royal.

Office: Boisvert & Corriveau,  
80 St. Peter, Québec,  
Agents. 5531-6-4-o

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Tadoussac et les commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant une résolution de ladite corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Ste-Croix de Tadoussac, passées respectivement le 3 février, 1944, et le 28 janvier, 1944, fixant le montant des taxes municipales et

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Tadoussac and the School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac, in the County of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution of the said corporation of the Village of Tadoussac and a resolution of the said School Commissioners of the Municipality of Ste. Croix de Tadoussac which were passed on the 3rd of February, 1944, and the 28th of January, 1944, respectively, fixing the

scolaires qui doivent être payées par la compagnie Canada Steamship Lines Limited, ses successeurs et ayants cause, pour certaines propriétés situées dans le village de Tadoussac, pour une période de dix ans, à compter de l'année financière 1943, et pour autres fins.

Montréal, le 8 février 1944.

Les procureurs des requérants,  
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,  
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

municipal and school taxes to be paid by Canada Steamship Lines Limited, its successors and assigns upon certain properties in the Village of Tadoussac for a period of ten years, beginning with the financial year 1943, and for other purposes.

Montreal, February 8th, 1944.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,  
5573-7-4-o HOWARD, FORSYTH & KER,  
Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Caisse de Remboursement, constituée en corporation par la loi 3 Édouard VII, chapitre 121, et amendements, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session actuelle, pour obtenir une loi la constituant en compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" et la soumettant aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec.

Montréal, 9 février 1944.

Les Procureurs de la requérante,  
5528-6-4-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Notice is hereby given that the Caisse de Remboursement, incorporated by the law 3 Edward VII, Chapter 121, and amendments, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act incorporating it as a mutual life insurance company under the name of "Caisse Nationale d'Économie (Assurance-Vie)" and making it subject to the provisions of the Quebec Insurance Act.

Montreal, 9th February 1944.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,  
5528-6-4-o Solicitors for applicant.

#### AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Peter Marshall Laing de Montréal s'adressera à la présente session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé un examen oral sur les Lois de la province de Québec, suivant la recommandation à cet effet passée par le conseil général du Barreau le 12 février 1944.

Montréal, le 14 février 1944.

Le requérant,  
PETER M. LAING.  
Les procureurs du requérant,  
MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT  
5594-7-4 & HUGESSEN.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que, lors de l'étude de la loi modifiant la charte de la cité de Québec, à la présente session, le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec présentera un amendement à sa charte au sujet de la nomination de ses commissaires.

Québec, le 11 février,

Le secrétaire-trésorier,  
5574-7-2-o EUGÈNE HUOT.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Champs de Bataille Nationaux s'opposera à la demande de la cité de Québec, à la Législature Provinciale, d'amender sa charte, la Loi 19, George V, Chapitre 95, et autres différentes lois qui la modifient, en vue de donner des pouvoirs additionnels à la Commission d'Urbanisme et de permettre à ladite cité d'obtenir tous autres amendements concernant son administration des affaires, et demandera à la Législature Provinciale d'amender ladite charte et, en particulier, l'article 541, et de décréter qu'il sera défendu de bâtir, reconstruire, démolir ou réparer aucune construction sur l'étendue d'une zone de cent (100) pieds de largeur bordant les avenues, allées ou terrains des Champs de Bataille Nationaux, sans en avoir préalablement obtenu la permission de la Commission des Champs de Bataille

#### NOTICE

Notice is hereby given that Peter Marshall Laing of Montreal will apply at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act admitting him to the practice of law after the passing of an oral examination upon the laws of the Province of Quebec, following the recommendation to that effect passed by the General Council of the Bar on February 12th, 1944.

Montreal, February 14, 1944.

PETER M. LAING,  
Applicant.  
MACDOUGALL, MACFARLANE,  
5594-7-4-o SCOTT & HUGESSEN,  
Solicitors for Applicant.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the time of the taking into consideration of the Act amending the Charter of the City of Quebec, at the present session, the Board of the Roman Catholic School Commission of the City of Quebec will present an amendment to its charter respecting the appointment of its commissioners.

Québec, February 11th,

EUGÈNE HUOT,  
5574-7-2 Secretary-Treasurer.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the National Battlefields Commission will oppose the application of the City of Quebec, to the Provincial Legislature, to amend its charter, the Act 19, George V, chapter 95, and other various Acts amending it, with a view to giving additional powers to the Town Planning Commission and to permit the said city to obtain any other amendments concerning its administration of affairs, and will apply to the Provincial Legislature to amend the said charter and, in particular, section 541, and to enact that it be prohibited from building, rebuilding, demolishing or repairing any building on the area of a zone of one hundred (100) feet in width bordering the avenues, alleys or lands of the National Battlefields, without previously obtaining the permission of the National Battlefields Commission and that no

Nationaux, et qu'aucun permis municipal, à l'effet des présentes, ne sera émis avant ledit assentiment de la Commission des Champs de Bataille Nationaux.

Québec, 16 février 1944.

Le procureur de la Commission,  
5601-7-4-o L.-E.-LANGIS GALIPEAULT.

municipal permit, in respect hereof, shall be issued without the said consent of the National Battlefields Commission.

Quebec, February 16, 1944.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,  
5601-7-4 Attorney for the Commission.

Avis est, par les présentes, donné que George Robert Beethom Whitehead de la cité de Hull, province de Québec, s'adressera à la présente session de la Législature de la province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une Loi l'admettant à la pratique du droit, après avoir passé un examen oral sur les Lois de la province de Québec, suivant la recommandation à cet effet passée par le conseil général du Barreau le 12 février 1944.

Montréal, le 15 février 1944.

Le requérant,  
5650-8-4 G. R. B. WHITEHEAD.

Notice is hereby given that George Robert Beethom Whitehead of the City of Hull in the Province of Quebec will apply at the present session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act admitting him to the practice of law after the passing of an oral examination upon the laws of the Province of Quebec, following the recommendation to that effect passed by the General Council of the Bar on February 12th, 1944.

Montreal, February 15, 1944.

G. R. B. WHITEHEAD,  
5650-8-4-o Petitioner.

## Département de l'Agriculture

### AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un cercle agricole dans le comté de Papineau.

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Papineau, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de St-Louis de Poltimore", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 17 février 1944.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
5633-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Arthabaska, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-du-Sault", et que son principal siège d'affaires est à Daveluyville, comté d'Arthabaska.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-et-unième jour de février 1944.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
5642-o ADRIEN MORIN.

## Department of Agriculture

### PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a Farmers' Club in the County of Papineau.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of Farmers' Club, in the County of Papineau, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Louis de Poltimore", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Quebec, February 17th, 1944.

ADRIEN MORIN,  
5633 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Arthabaska, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-du-Sault", and that its principal place of business is at Daveluyville, county of Arthabaska.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-first day of February, 1944.

ADRIEN MORIN,  
5642 Acting Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Instruction publique

N° 1471-37

Québec, le 14 février 1944.

Attendu qu'une erreur s'est glissée dans l'arrêté ministériel N° 1809, en date du 24 juillet 1942, concernant l'érection de la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette, il est opportun de modifier le dit arrêté ministériel en retranchant du territoire de la municipalité scolaire ci-dessus mentionnée, la partie du lot N° 52 appartenant à monsieur Gaston Lafond et le lot 53 pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas dans le même comté.

5597-7-2-o

## Department of Education

No. 1471-37

Quebec, February 14, 1944.

Whereas due to an error which occurred in the Order in Council No. 1809, dated the 24th of July, 1942, concerning the erection of the school municipality of Saint-Charles-Borromée, in the county of Joliette, it is expedient to amend the said Order in Council by withdrawing from the territory of the school municipality above mentioned, that part of lot No. 52 belonging to Mr. Gaston Lafond and lot 53 to annex them to the school municipality of Saint-Thomas in the same county.

5597-7-2

## ERRATUM

## MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHAMBLY

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 22 et 29 janvier 1944, aux pages 296 et 438, au nom de Montreal South Land & Improvement Company Ltd, de la municipalité de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, veuillez lire: "Désignation officielle 84-10 à 37" au lieu de "80-10 à 37". 632A-o

## ERRATUM

## MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHAMBLY

In the notice of sale for taxes of this municipality, published in the *Quebec Official Gazette* of January 22nd and 29th, 1944, on pages 296 and 438, at the name of Montreal South Land & Improvement Company Ltd, of the municipality of the Parish of St-Antoine de Longueuil, please read: "Official Description 84-10 to 37" instead of "80-10 to 37". 5632A

## Nominations

N° 1924-EL

Québec, le 17 février 1944.

Il a plu à son honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 9 février 1944 de nommer monsieur Joseph Duranceau, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Philomène-de-Manneville dans le comté de l'Abitibi. 5644-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 29 janvier 1944.

M. Josaphat Henault, facteur, 1450 est, rue Ste-Catherine, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 5 février 1944.

MM. Conrad Mathieu, secrétaire-trésorier, et Valère Cloutier, garagiste, tous deux de Beauceville-Est: commissaires pour tenir, avec Messieurs Napoléon Loubier, Majorique Morin, Benoit Dussault, Herménégilde Poulin et Joseph Fortin, la Cour des commissaires de la municipalité de Beauceville-Est.

Québec, 9 février 1944.

M. Edgar Merleau, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Bouchette, comté de Gatineau: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Hull et de Montcalm, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Prudent Robitaille et Jean-Baptiste Gagnon, tous deux de St-Pascal-de-Kamouraska, rentiers: commissaires pour tenir la Cour des commissaires de la paroisse de St-Pascal, dans le comté de Kamouraska. 5649-o

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britan-

## Appointments

No. 1924-EL

Quebec, February 17th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date the 9th of February, 1944, to appoint Mr. Joseph Duranceau, School Commissioner for the School Municipality of Sainte-Philomène de Manneville, in the County of Abitibi. 5644

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, January 29, 1944.

Mr. Josaphat Henault, postman, 1450 St. Catherine street East, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, February 5, 1944.

Messrs Conrad Mathieu, secretary treasurer, and Valère Cloutier, garagekeeper, both of Beauceville-Est: to be Commissioners for the holding, with Messrs Napoléon Loubier, Majorique Morin, Benoit Dussault, Herménégilde Poulin and Joseph Fortin, of the Commissioners' Court of the municipality of Beauceville-Est.

Quebec, February 9, 1944.

Mr. Edgar Merleau, inspector of the Old Age Pension Board, of Bouchette, county of Gatineau: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Hull and Montcalm, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs Prudent Robitaille and Jean Baptiste Gagnon, both of St-Pascal-de-Kamouraska, annuitants: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court of the Parish of St-Pascal, in the County of Kamouraska. 5649

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

niques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.  
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, }  
Assistant-procureur }  
général suppléant. }  
ATTENDU que, en vertu de l'article 192 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts de la province, et peut les changer pareillement;

ATTENDU que, dans le district de Montréal, les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, sont fixés aux premiers février, dix mai, dix septembre et premier novembre de chaque année;

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de changer la date de l'ouverture du terme de mai et de la fixer au 3 mai mais pour l'année 1944 seulement;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de mai de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction, en première instance, en matière criminelle, pour le district de Montréal, soit changée, pour l'année 1944 seulement, et soit fixée au troisième jour de mai 1944.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

5645-0

beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, }  
Assistant Deputy }  
Attorney General. }  
WHEREAS, pursuant to section 192 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) shall commence in any district of the Province, and may alter the same in like manner;

WHEREAS in the District of Montreal, the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) are fixed to the first of February, tenth of May, tenth of September and first of November of each year;

WHEREAS, in the interest of the proper administration of justice, it is expedient to change the date of the opening of the May term and to fix it to the 3rd of May, but for the year 1944 only.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the opening of the May term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the District of Montreal, be changed, for the year 1944 only, and be fixed to the third day of May, 1944.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four and the Eighth year of Our Reign.

By command,  
JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

5645

Soumissions

Tenders

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE  
ST-ÉMILIE DE DESBIENS  
Comté de Lac St-Jean

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF  
ST-ÉMILIE DE DESBIENS  
County of Lake St. John

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le soussigné, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, Dimanche le 12 Mars 1944, pour l'achat d'une émission d'obligations des commissaires d'écoles pour la Municipalité de St-Émilien au montant de \$27,000.00.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned up to eleven o'clock in the morning, Sunday the 12th of March, 1944, for the purchase of an issue of bonds of the School Commissioners for the Municipality of St-Émilien to the amount of \$27,000.00.

Ces obligations, datées du 1er janvier 1944 seront remboursables en série, à compter du 1er janvier 1945 au 1er janvier 1964 selon le tableau ci-dessous, avec intérêt à 3½% payable semi-annuellement les premier Janvier et Juillet de chaque année. L'émission sera payable, capital et intérêts à la Caisse Populaire Centrale de Lévis et à sa succursale à Desbiens.

Objet de l'émission: construction d'une école.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Émilien qui sera tenue le 12 Mars 1944 à 11 heures de l'avant-midi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Tableau d'amortissement:

	Rachat:
1 Janvier 1945.....	3,600 00
1 Janvier 1946.....	3,600 00
1 Janvier 1947.....	3,600 00
1 Janvier 1948.....	500 00
1 Janvier 1949.....	500 00
1 Janvier 1950.....	500 00
1 Janvier 1951.....	1,000 00
1 Janvier 1952.....	1,000 00
1 Janvier 1953.....	1,000 00
1 Janvier 1954.....	1,000 00
1 Janvier 1955.....	1,000 00
1 Janvier 1956.....	1,000 00
1 Janvier 1957.....	1,000 00
1 Janvier 1958.....	1,100 00
1 Janvier 1959.....	1,100 00
1 Janvier 1960.....	1,100 00
1 Janvier 1961.....	1,100 00
1 Janvier 1962.....	1,100 00
1 Janvier 1963.....	1,100 00
1 Janvier 1964.....	1,100 00

Desbiens, le 22 février 1944.

Le Secrétaire-trésorier,

RENÉ BOIVIN.

5643-o

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE  
PORT-ALFRED  
Comté de Chicoutimi.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le soussigné, jusqu'à une heure et demie (1½) de l'après-midi, vendredi le 24 mars 1944, pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Port-Alfred au montant de \$84,500.00.

Ces obligations datées du 1er mai 1944 seront remboursables en série, à compter du 1er mai 1945 au 1er mai 1959, selon le tableau ci-dessous, avec intérêt semi-annuel, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. L'émission sera payable, capital et intérêts, à la Banque Canadienne Nationale, Port-Alfred, Montréal ou Québec.

Les soumissionnaires sont invités à offrir deux prix séparément pour cette émission savoir:

The said bonds, dated from the 1st of January, 1944, shall be redeemable serially, from the 1st January 1945 to the 1st January 1964, according to the table shown below, with interest at 3½% payable semi-annually the first of January and July of each year. The issue will be payable, capital and interest, at the Caisse Populaire Center of Lévis and her succursale of Desbiens.

Object of the issue: Building of a School.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

These bonds may be registered as to capital; they shall be delivered within the shortest possible delay.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners for the School Municipality of St-Émilien to be held on the 12th of March, 1944, at eleven o'clock in the morning.

The School Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

Amortization table

	Purchase:
1st January 1945.....	3,600 00
1st January 1946.....	3,600 00
1st January 1947.....	3,600 00
1st January 1948.....	500 00
1st January 1949.....	500 00
1st January 1950.....	500 00
1st January 1951.....	1,000 00
1st January 1952.....	1,000 00
1st January 1953.....	1,000 00
1st January 1954.....	1,000 00
1st January 1955.....	1,000 00
1st January 1956.....	1,000 00
1st January 1957.....	1,000 00
1st January 1958.....	1,100 00
1st January 1959.....	1,100 00
1st January 1960.....	1,100 00
1st January 1961.....	1,100 00
1st January 1962.....	1,100 00
1st January 1963.....	1,100 00
1st January 1964.....	1,100 00

Desbiens, February 22nd, 1944.

RENÉ BOIVIN,

Secretary-Treasurer.

5643-o

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF  
PORT ALFRED  
County of Chicoutimi.

Public notice is hereby given that tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until half past one o'clock (1.30) in the afternoon, on Friday, the 24th of March 1944, for the purchase of an issue of bonds of the School Commissioners of the Municipality of Port-Alfred, for an amount of \$84,500.00.

The said bonds dated May 1st 1944, shall be redeemable serially from the 1st of May 1945, to the 1st of May 1959, according to the table shown below, with semi-annual interest on the 1st of May and 1st of November of each year.

The issue will be payable capital and interest at the Banque Canadienne Nationale, Port-Alfred, Montreal or Quebec.

The tenderers are requested to offer two separate prices for this issue, to wit:

Un prix pour obligations à 3¼% l'an et un prix pour obligations à 3½% l'an.

L'objet de l'émission: renouvellement du solde de l'émission de \$125,000.00 datée du 1er mai 1929.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de cette émission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Port-Alfred qui sera tenue le 24 mars 1944 à une heure et demie de l'après-midi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

One price for bonds at 3¼% per annum and one price for bonds at 3½% per annum.

Purpose of the issue: renewal of payment of balance of the issue of \$125,000.00 dated May 1st, 1929.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners of the School Municipality of Port Alfred, which shall be held on the 24th of March, 1944, at half past one o'clock in the afternoon.

The School Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

Tableau d'amortissement:

Date	Rachat
1er mai 1945.....	\$ 4,500.00
1er mai 1946.....	4,500.00
1er mai 1947.....	4,500.00
1er mai 1948.....	5,000.00
1er mai 1949.....	5,000.00
1er mai 1950.....	5,000.00
1er mai 1951.....	5,500.00
1er mai 1952.....	5,500.00
1er mai 1953.....	6,000.00
1er mai 1954.....	6,000.00
1er mai 1955.....	6,000.00
1er mai 1956.....	6,500.00
1er mai 1957.....	6,500.00
1er mai 1958.....	7,000.00
1er mai 1959.....	7,000.00

Port-Alfred, le 23 février 1944.

Le secrétaire-trésorier,  
THS.-EUG. SIMARD.

5647-o

Amortization Table:

Date	Redemption
May 1st, 1945.....	\$ 4,500.00
May 1st, 1946.....	4,500.00
May 1st, 1947.....	4,500.00
May 1st, 1948.....	5,000.00
May 1st, 1949.....	5,000.00
May 1st, 1950.....	5,000.00
May 1st, 1951.....	5,500.00
May 1st, 1952.....	5,500.00
May 1st, 1953.....	6,000.00
May 1st, 1954.....	6,000.00
May 1st, 1955.....	6,000.00
May 1st, 1956.....	6,500.00
May 1st, 1957.....	6,500.00
May 1st, 1958.....	7,000.00
May 1st, 1959.....	7,000.00

Port-Alfred, February 23rd, 1944.

THS. EUG. SIMARD,  
Secretary Treasurer.

5647-o

### Vente pour taxes municipales

### Sale for Municipal Taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA RIVIÈRE-DU-MOULIN

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du quatorze février 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues à la corporation municipale du village de la Rivière-du-Moulin, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, à la salle du conseil du village de la Rivière-du-Moulin, (hôtel de ville), le TREIZE MARS 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, cet immeuble ne sera pas vendu si toutes les taxes exigibles sont payées avant le moment de telle vente, sauf celles de l'année 1944.

Élie Savard.—Partie du lot numéro 71-A du rang 1 nord-ouest chemin Sydenham, canton Chicoutimi, du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, mesurant 100 pieds de profondeur, environ, du nord-ouest au sud-ouest, sur 50 pieds de largeur, du nord-est au sud-est, compris dans les bornes suivantes: vers le nord, au chemin public, vers l'est, à la rue de l'École, vers le sud au terrain de Anthime Larouche ou représentants et vers l'ouest au terrain de Lucien Bertrand ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes actives et

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the fourteenth day of February, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of Rivière-du-Moulin, with interest and costs, and that consequently, the said immovable will be sold by public auction, in the council hall of the village of Rivière-du-Moulin, (town hall), on the THIRTEENTH day of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold if all the taxes due be paid before the said sale, save those for the year 1944.

Élie Savard.—Part of lot number 71-A of Range 1 North-West Sydenham Road, Township Chicoutimi, of the official cadastre of the parish of Chicoutimi, measuring about 100 feet in depth, from Northwest to Southwest, by 50 feet in width, from the Northeast to the Southeast, comprised within the following boundaries: on the North, by the public road, on the East, by School street (rue de l'École), on the South by the land of Anthime Larouche or representatives and on the West by the land of Lucien Bertrand or

passives, apparentes et occultes pouvant y être attachées.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 16 février 1944.

Le secrétaire-trésorier,

5598-7-2-o

J.-A. OUELLETTE.

circumstances and dependencies and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

The purchase price will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Rivière-du-Moulin, this 16th of February, 1944.

J. A. OUELLETTE,

5598-7-2

Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

### ABITIBI

Cour Supérieure — District d'Abitibi  
No 242 } EDMOND JULIEN, marchand de  
Sainte-Flore; versus LUDGER  
LAFRENIÈRE, d'Authier, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les lots de terre numéros sept-A (7-A), sept-B (7-B), sept-C (7-C), huit-A (8-A), huit-B (8-B), huit-C (8-C), neuf-A (9-A), neuf-B (9-B) et neuf-C (9-C) du rang un (1) du cadastre officiel pour le canton Languedoc, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale d'Authier, MARDI, le SEPT MARS 1944, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Cabinet du shérif,  
Amos, 31 janvier 1944

J.-U. DUMONT.

5452-5-2-o

[Première publication, 5 février 1944]

Cour Supérieure.—District d'Iberville

No 232 } EUGÈNE ASSELIN, de Ste.  
Anne de Sabrevois, P. Q.;  
versus ÉMILIO (ÉMILE) DUCHARME, de  
Normetal, P.Q., à savoir:

Comme appartenant au défendeur les lots de terre numéros un (1) et deux (2) du Bloc cinq (5) de cadastre officiel pour le village de La Reine, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de La Reine, MARDI le VINGT-HUIT MARS 1944, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Cabinet du shérif,  
Amos, 21 février 1944.

J. U. DUMONT.

5651-8-2-o

[Première publication, 26 février 1944]

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Bedford  
Canada, } J. ULRIC DEMERS,  
Province de Québec. } J. Demandeur; vs A. N.  
No 1486 } N. BAIL, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un certain emplacement situé dans la ville de Bedford, district de Bedford, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, sous le numéro mille deux cent quatre-vingt-quatorze (1294), avec toutes les bâtisses dessus construites et tous les droits, circonstances et dépendances y appartenant; excepté cependant les cinquante-neuf pieds ouest dudit lot, vendus par feu Albert Lavallée à Jean-Baptiste Cyr,

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi  
No. 242 } EDMOND JULIEN, merchant, of  
Sainte-Flore; versus LUDGER  
LAFRENIÈRE, of Authier, to wit:

As belonging to the defendant, lots of land numbers seven-A (7-A), seven-B (7-B), seven-C (7-C), eight-A (8-A), eight-B (8-B), eight-C (8-C), nine-A (9-A), nine-B (9-B) and nine-C (9-C) of range one (1) of the official cadastre for the township of Languedoc—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies—will be sold at the parochial church door of Authier, on TUESDAY, the SEVENTH of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office,

Amos, January 31st, 1944.

Sheriff.

5452-5-2

[First publication, February 5th, 1944]

Superior Court.—District of Iberville

No. 232 } EUGÈNE ASSELIN, of Ste-  
Anne de Sabrevois, P.Q.;  
versus ÉMILIO (ÉMILE) DUCHARME, of  
Normetal, P.Q., to wit:

As belonging to the defendant, lots of land numbers one (1) and two (2) of Block five (5) of the official cadastre for the Village of La Reine—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of La Reine, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH of MARCH, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office,

Amos, February 21st, 1944.

Sheriff.

5651-8-2

[First publication, February 26th, 1944]

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Bedford  
Canada, } J. ULRIC DEMERS,  
Province of Quebec. } J. plaintiff; vs A. N.  
No. 1486 } BAIL, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain emplacement situate in the Town of Bedford, District of Bedford, and known on the official plan and in the book of reference for the Township of Stanbridge, under number one thousand two hundred and ninety-four (1294)—with all the buildings thereon erected and all rights, circumstances and dependencies belonging thereto; except, however, the West fifty-nine feet of said lot, sold by the late Albert Lavallée to

sous vente enregistrée au Bureau d'Enregistrement du comté de Missisquoi, sous le N° 30221.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Damien de Bedford, en la ville de Bedford, dit district, le HUITIÈME jour de MARS, 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
A. ST-MARTIN.  
Sweetsburg, Qué., le 1er février 1944. 5453-5-2-o  
[Première publication, 5 février 1944]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;  
N° 1094/41 } contre RÉBECCA  
GUAY, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de Édouard Hunt, à savoir:

La subdivision N° 68 (soixante-huit) du lot N° 34 (trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un terrain vague situé sur le côté ouest de la rue Joffre, mesurant environ 25 pieds de front sur 77 pieds de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
L. LAPIERRE.  
Québec, ce 9 février 1944. 5532-6-2-o  
[Première publication, 12 février 1944]  
[Deuxième publication, 26 février 1944]

Jean-Baptiste Cyr, under sale registered at the Registry Office of the County of Missisquoi, under No. 30221.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St-Damien de Bedford, in the Town of Bedford, said district, on the EIGHTH day of MARCH, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. ST. MARTIN,  
Sweetsburg, Que., February 1st, 1944. 5453-5-2  
[First publication, February 5th, 1944]

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;  
No. 1094/41 } against RÉBECCA  
GUAY, of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, widow of Édouard Hunt, to wit:

Subdivision No. 68 (sixty-eight) of lot No. 34 (thirty-four) of the official cadastre for the Parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the City of Quebec, being a vacant lot of land situate on the West side of Joffre street, measuring about 25 feet in front by 77 feet in depth, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,  
Québec, February 9th, 1944. 5532-6-2  
[First publication, February 12th, 1944]  
[Second publication, February 26th, 1944]

**Arrêté en Conseil**

**Order in Council**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL**

**CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 543

Québec, le 17 février 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:—

Que le décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé jusqu'au premier avril 1945.

A. MORISSET,  
5653-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL**

**CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 543

Quebec, February 17, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:—

That the decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec, be again extended until April 1, 1945.

A. MORISSET,  
5653-o Clerk of the Executive Council.

**Département du Travail**

**Department of Labour**

**AVIS**

**NOTICE**

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec,

Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 885, du 23 février 1940, modifiés par l'arrêté numéro 1987, du 17 mai 1940, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 586 du 19 février 1944.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 26 février 1944.

5654-0

approved by Order in Council number 885, of February 23, 1940, modified by Order number 1987, of May 17, 1940, have again been modified by Order in Council number 586, of February 19, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 26, 1944.

5654-0

#### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc., district de Québec, l'Association nationale et catholique des Commis quincailliers de Québec et l'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec inc., lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture de la cité de Québec:

1.—Que le paragraphe "j" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"j.—Le terme "messenger" comprend et signifie tout employé (cf. paragraphe "b") exécutant le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger, exécutant des missives à l'extérieur du magasin et pouvant faire de l'ouvrage général à l'intérieur du magasin."

2.—Que le paragraphe "k" de l'article II soit radié.

3.—Que les chiffres "7.30" apparaissant aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "b" de l'article III soient remplacés par les chiffres "8.00".

4.—Que le paragraphe "d" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"d.—L'horaire du temps des fêtes, c'est-à-dire la période durant laquelle "l'ouverture du soir" aura lieu, commencera le 18 décembre pour se continuer jusqu'au 23 décembre inclusivement, et, dans ce cas, l'employé régulier ne pourra réclamer aucune rémunération additionnelle en autant que l'établissement commercial ou l'entreprise privée où il travaille, sera ouvert au commerce et à la vente."

5.—Que le paragraphe "e" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"e.—Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de fêtes chômées où les magasins seront fermés, tels que les fêtes religieuses d'obligation, le Vendredi-Saint jusqu'à 1.00 p.m. sans période de temps accordée pour le dîner, la fête de la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le lendemain du premier de l'An; cependant, lorsque le lendemain du premier de l'An est un dimanche, le jour suivant doit être un jour chômé et rémunéré aux termes du présent décret."

6.—Que les mots "Les vacances doivent être données entre le 1er juin et le 31 octobre." soient ajoutés au paragraphe "i" de l'article III.

7.—Que l'article IV, soit remplacé par le suivant:

"IV.—Taux de salaires.—Aux fins du présent décret, le salaire minimum pour la semaine ré-

#### NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that "La Section de Quincaillerie, Ferronnerie, Peinture et Matériaux de Construction de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc.", District of Quebec, "L'Association nationale et catholique des Commis quincailliers de Québec" and "L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec inc.", have presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trades of the City of Quebec:

1.—That subsection "j" of section II be replaced by the following:

"j.—The term "messenger" means and includes any employee (cf. subsection "b") doing the work ordinarily known as that of the messenger, making errands outside the store and capable of doing general work inside the store."

2.—That subsection "k" of section II be stricken off.

3.—That the time "7.30 a.m." mentioned in paragraphs "1" and "2" of subsection "b" of section III be replaced by "8.00 a.m."

4.—That subsection "d" of section III be replaced by the following:

"d.—The holidays' period, that is, the period during which "evening work" shall take place, shall begin on December 18th and shall continue until December 23rd, inclusively and, in that case, the regular employee shall not be entitled to any additional remuneration for work performed on business hours, i.e. that time during which sales are made and the trade is carried on."

5.—That subsection "e" of section III be replaced by the following:

"e.—Regular employees shall be paid on holidays (when stores are closed) such as religious holidays, Good Friday until 1.00 p.m., without lunch period, St-Jean Baptiste Day, Labour Day and the day after New Year's; however, when the day after New Year's falls on Sunday, no work shall be performed on the following day which shall be paid for according to the provisions of the present decree."

6.—That the words "Vacations shall be given between June 1st and October 31st." be added to subsection "i" of section III.

7.—That section IV be replaced by the following:

"IV.—Wage rates.—For the purpose of the present decree, the minimum wages for the reg-

gulière ou normale de travail de chaque établis- ular or normal work week of each establishment  
sement sera le suivant." shall be the following:

Occupation	Salaire hebdomadaire	Occupation	Weekly wages
a.—Chef comptable.....	\$29.60	a.—Chief accountant.....	\$29.60
b.—Livreur.....	23.60	b.—Delivery man.....	23.60
c.—Aide-livreur (moins de 21 ans).....	14.92	c.—Delivery man's helper—under 21.....	14.92
d.—Messager.....	7.10	d.—Messenger.....	7.10
f.—Teneur de livres:		f.—Book-keeper:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.84	First year: under 21.....	11.84
21 ans et plus.....	14.60	21 and over.....	14.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.32	Second year: under 21.....	13.32
21 ans et plus.....	15.85	21 and over.....	15.85
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.92	Third year: under 21.....	14.92
21 ans et plus.....	17.20	21 and over.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.87	Fourth year: under 21.....	16.87
21 ans et plus.....	18.85	21 and over.....	18.85
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65	Fifth year: under 21.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35	21 and over.....	20.35
Durant 6ème année.....	22.45	Sixth year.....	22.45
Durant 7ème année.....	24.55	Seventh year.....	24.55
Durant 8ème année.....	26.10	Eighth year.....	26.10
Durant 9ème année.....	27.70	Ninth year.....	27.70
g.—Commis à la vente et aux écritures des commandes:		g.—Clerk—selling and taking in orders:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	9.47	First year: under 21.....	9.47
21 ans et plus.....	12.60	21 and over.....	12.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	12.43	Second year: under 21.....	12.43
21 ans et plus.....	15.10	21 and over.....	15.10
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.92	Third year: under 21.....	14.92
21 ans et plus.....	17.20	21 and over.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.87	Fourth year: under 21.....	16.87
21 ans et plus.....	18.85	21 and over.....	18.85
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65	Fifth year: under 21.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35	21 and over.....	20.35
Durant 6ème année.....	20.35	Sixth year.....	20.35
Durant 7ème année.....	23.50	Seventh year.....	23.50
Durant 8ème année.....	25.60	Eighth year.....	25.60
Durant 9ème année.....	27.70	Ninth year.....	27.70
h.—Commis des départements de réception, d'expédition, de déballage, de l'étiquetage des marchandises et d'entreposage:		h.—Clerk in the following departments: Receiving, shipping, unpacking, goods labelling and storing:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.85	First year: under 21.....	11.85
21 ans et plus.....	14.65	21 and over.....	14.65
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.35	Second year: under 21.....	13.35
21 ans et plus.....	15.85	21 and over.....	15.85
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.95	Third year: under 21.....	14.95
21 ans et plus.....	17.20	21 and over.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.87	Fourth year: under 21.....	16.87
21 ans et plus.....	18.85	21 and over.....	18.85
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65	Fifth year: under 21.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35	21 and over.....	20.35
Durant 6ème année.....	20.90	Sixth year.....	20.90
Durant 7ème année.....	22.10	Seventh year.....	22.10
Durant 8ème année.....	22.80	Eighth year.....	22.80
Durant 9ème année.....	23.50	Ninth year.....	23.50
i.—Commis aux commandes:		i.—Clerk—orders:	
Durant 1ère année—moins de 21 ans.....	11.85	First year: under 21.....	11.85
21 ans et plus.....	14.60	21 and over.....	14.60
Durant 2ème année—moins de 21 ans.....	13.32	Second year: under 21.....	13.32
21 ans et plus.....	15.85	21 and over.....	15.85
Durant 3ème année—moins de 21 ans.....	14.92	Third year: under 21.....	14.92
21 ans et plus.....	17.20	21 and over.....	17.20
Durant 4ème année—moins de 21 ans.....	16.81	Fourth year: under 21.....	16.81
21 ans et plus.....	18.85	21 and over.....	18.85
Durant 5ème année—moins de 21 ans.....	18.65	Fifth year: under 21.....	18.65
21 ans et plus.....	20.35	21 and over.....	20.35
Durant 6ème année.....	21.40	Sixth year.....	21.40
Durant 7ème année.....	22.45	Seventh year.....	22.45
Durant 8ème année.....	24.05	Eighth year.....	24.05
Durant 9ème année.....	25.60	Ninth year.....	23.60
j.—La moitié de tous les employés mentionnés aux paragraphes "f", "g", "h" et "i" du présent		j.—Half of all the employees mentioned in subsections "f", "g", "h" and "i" of the present	

article devront recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective; les autres employés dans les mêmes catégories, après neuf (9) années de service, devront recevoir le salaire correspondant à la huitième année de service jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans cette moitié des employés qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie.

Toutefois, le salarié mentionné au paragraphe "a" du présent article participe à l'établissement du pourcentage des salariés mentionnés au paragraphe "f" du présent article.

*De l'heure*

k.—Commis supplémentaire . . . . .	\$0.47
l.—Commis surnuméraire . . . . .	0.29½
m.—Toute employée du sexe féminin . . . . .	0.21

n.—Les ouvriers de métier qualifiés exécutant de l'ouvrage général recevront un salaire hebdomadaire de \$27.60; les ouvriers non qualifiés recevront \$25.60.

o.—Les apprentis de métier seront rémunérés comme suit:

Première année . . . . .	\$ 0.20 de l'heure
Deuxième année . . . . .	0.25 "
Troisième année . . . . .	0.30 "
Quatrième année . . . . .	0.35 "

p.—Le salaire d'un employé d'ouvrage général exécutant divers travaux de réparation, d'assemblage et d'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts ou au domicile des clients, et exécutant le travail ordinairement appelé "ouvrage général" ou du préposé au service, sera le suivant:

*Par semaine*

Employé senior . . . . .	\$23.60
Employé junior et garçon de magasin et d'ascenseur—moins de 21 ans . . . . .	9.47
21 ans et plus . . . . .	16.60

q.—Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit, exécutant ou non de l'ouvrage général, sera de \$20.45.

r.—L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret recevra le salaire établi pour la fonction ou charge la mieux rémunérée.

s.—Les salaires supérieurs actuellement payés aux employés visés par le présent décret ne devront pas être réduits après sa mise en vigueur.

t.—*Travail supplémentaire*:—La rémunération de tout travail supplémentaire, tel que déterminé au paragraphe "h" de l'article III, sera basée sur le taux horaire du salaire actuellement payé et établie de la façon suivante:

- i.—Pour une semaine de cinquante-quatre (54) heures: salaire régulier;
- ii.—Après cinquante-quatre (54) heures: salaire et demi;
- iii.—Travail supplémentaire fait le dimanche: salaire double.

Ce travail supplémentaire sera rémunéré au quart d'heure, à compter de la fermeture de l'établissement et pour tout quart d'heure additionnel de travail commencé.

u.—L'employeur devra fournir l'uniforme du livreur, de l'aide-livreur et du garçon d'ascenseur, etc., si tel uniforme est exigé.

v.—Aux fins de compilation des pourcentages, on ne tiendra pas compte des employés qui sont membres de la famille de l'employeur ou de ses associés (membre de la famille, c'est-à-dire conjoint ou enfant, ascendants ou descendants).

section shall receive the minimum wage rate of their respective category; the other employees in the same categories, after nine (9) years of service, shall receive a wage rate equivalent to that of this eighth year of service until a vacancy occurs in this half of employees receiving the maximum wage rate of their category.

However, the wage-earner referred to in subsection "a" of the present section shall be taken into consideration for the establishing of the percentage of wage-earners mentioned in subsection "f" of the present section.

*Per hour*

k.—Extra clerk . . . . .	\$0.47
l.—Supernumerary clerk . . . . .	0.29½
m.—Female employees . . . . .	0.21

n.—Skilled tradesmen performing general work shall receive a weekly wage rate of \$27.60; unqualified workers shall receive \$25.60.

o.—Trade apprentices shall receive the following wages:

First year . . . . .	\$ 0.20 per hour
Second year . . . . .	0.25 "
Third year . . . . .	0.30 "
Fourth year . . . . .	0.35 "

p.—The wages of general employees performing various works such as repairing, assembling and installing merchandise, whether in the stores, warehouses or at the home of customers as well as doing general work or that of the service man, shall be the following:

*Per week*

Senior employee . . . . .	\$23.60
Junior employee and store and elevator boy—under 21 . . . . .	9.47
21 and over . . . . .	16.60

q.—The weekly wages for night watchmen, performing general work or not, shall be \$20.45.

r.—The employee simultaneously performing more than one occupation or operation subject to the present decree shall receive the wages established for the highest paid occupation.

s.—Higher wages actually paid to the employees governed by the present decree shall not be reduced after its coming into force.

t.—*Overtime work*:—Remuneration for any overtime work, as determined in subsection "h" of section III, shall be based upon the hourly rate of the wages actually paid, and established in the following manner:

- i.—For a fifty-four (54) hour week: regular wages;
- ii.—In excess of fifty-four (54) hours: time and one half;
- iii.—Overtime work on Sunday: double time.

This overtime work shall be paid by quarter-hour from the closing time of the establishment and for any additional quarter-hour started.

u.—The employer shall supply uniforms for the delivery man, the delivery-man's helper, the elevator boy, etc., if such uniforms are required.

v.—For the purposes of compiling percentages, employees, member of the family of the employer or of his partners, shall not be considered (the term "member of the family" means husbands or wives, children, ascendants or descendants).

w.—Tout employé à la vente qui est payé sur une base de commission devra recevoir chaque semaine une avance égale au minimum du salaire de sa classification; si un employé travaillait pour plus d'un employeur, chaque employeur devra déclarer au comité paritaire la proportion du salaire minimum auquel il est tenu sans quoi chacun des employeurs sera solidairement responsable pour le total du salaire dû chaque semaine au terme du présent décret."

8.—Que l'article VI-A soit remplacé par le suivant:

"VI-A.—Tout salarié qui, lors de l'entrée en vigueur des présents amendements sera payé un salaire plus élevé que les salaires mentionnés à l'article IV du présent décret, devra recevoir en plus de son salaire, \$2.15 pour égaliser les autres taux de salaire qui ont tous été augmentés de \$4.60; toutefois, cette augmentation ne s'appliquera qu'aux salariés qui ne recevaient pas avant le 15 février 1944 le plein boni de \$4.60 à titre d'indemnité de vie chère."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 26 février, 1944. 5655-0

w.—Sales employees paid on a commission basis shall receive, each week, an advance equal to the minimum wages of his classification. Should an employee be employed by more than one employer, each employer shall declare to the Parity Committee the proportion of the minimum wages which he pays; otherwise, each one of the employers shall be jointly responsible for the total wages owed, each week, under the present decree."

8.—That section VI-A be replaced by the following:

"VI-A.—Every employee who, at the time of the coming into force of the present amendments, shall be paid a wage rate higher than the wages mentioned in section IV of the present decree, shall receive in excess of his wages \$2.15 to equal the other wage rates which have all been increased by \$4.60; however, such increase shall not apply to the employees who did not receive, before February 15, 1944, the full bonus of \$4.60 as a cost of living bonus."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 26, 1944. 5655-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 8

### ARRÊTÉ EN CONSEIL:

N° 543—Industrie de la robe dans la province de Québec..... 639

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 615

### AVIS DIVERS:

Adath Jeshurun Hadrath Kodesh Congregation..... 630  
Bégin, canton..... 629  
Laiterie J. Dauphinais, Limitée..... 629

L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée—Food Distributors Association of Quebec, Incorporated 629

L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée—Food Distributors Association of Quebec, Incorporated 629  
Northern Electric Employee Association. 629  
Opera Guild Incorporated..... 630  
Saint-Faustin, municipalité de..... 630  
Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe..... 630

### BUREAU-CHEF:

Buanderie Idéale Incorporée—New Ideal Laundry Inc..... 631

### CHARTRE—ABANDON DE:

Arca Hotel Inc..... 631

### DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec... 632

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 8

### ORDER IN COUNCIL:

No. 543—Dress industry in the Province of Quebec..... 639

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 615

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Adath Jeshurun Hadrath Kodesh Congregation..... 630  
Bégin, township..... 629  
Laiterie J. Dauphinais, Limitée..... 629

Food Distributors Association of Quebec, Incorporated—L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée..... 629

Food Distributors Association of Quebec, Incorporated—L'Association des Distributeurs de Vivres du Québec, Incorporée..... 629  
Northern Electric Employee Association. 629  
Opera Guild Incorporated..... 630  
Saint-Faustin, municipality of..... 630  
Syndicat des Marchands Inc. de St-Hyacinthe..... 630

### CHIEF-OFFICE:

New Ideal Laundry Inc.—Buanderie Idéale Incorporée..... 631

### CHARTER—SURRENDER OF:

Arca Hotel Inc..... 631

### APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Board of Roman Catholic School Commission of the City of Quebec..... 632

Caisse de Remboursement.....	632	Caisse de Remboursement.....	632
Commission des Champs de Bataille Nationaux.....	632	National Battlefields Commission.....	632
Laing, Peter Marshall.....	632	Laing, Peter Marshall.....	632
Mont-Royal, ville de.....	631	Mount Royal, town of.....	631
Tadoussac, village <i>et al.</i> .....	631	Tadoussac, village <i>et al.</i> .....	631
Whitehead, George Robert Beethom.....	633	Whitehead, George Robert Beethom.....	633
<b>DÉPARTEMENTS—Avis des:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Cercle agricole de la paroisse de St-Louis de Poltimore.....	633	Cercle agricole de la paroisse de St-Louis de Poltimore.....	633
Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-du-Sault.....	633	Société Coopérative Agricole de Ste-Anne-du-Sault.....	633
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Saint-Charles-Borromée, munic. scolaire..	633	Saint-Charles-Borromée, school munic...	633
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Commerçe de quincaillerie, ferronnerie et peinture de la cité de Québec.....	640	Hardware and paint trades of the city of Québec.....	640
Tanneries et corroieries de la province de Québec.....	639	Tanners and curriers of the Province of Québec.....	639
<b>ERRATUM:</b>		<b>ERRATUM:</b>	
Chambly, munic. du comté.....	634	Chambly, munic. of the county.....	634
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Acme Pattern Works Ltd.....	616	Acme Pattern Works Ltd.....	616
Aluminum Foundry & Pattern Works Limited.....	617	Aluminum Foundry & Pattern Works Limited.....	617
Association de la Voirie de Drummond—Drummond Roads' Association.....	618	Drummond Roads' Association—Association de la Voirie de Drummond.....	618
Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska.....	618	Comité des Chemins d'Hiver d'Yamaska.....	618
C. Robitaille Inc.....	618	C. Robitaille Inc.....	618
Feldspar & Mica Company, Limited.....	620	Feldspar & Mica Company, Limited.....	620
Garage Tremblay Ltée.....	620	Garage Tremblay Ltée.....	620
Industrial Chemicals Ltd.....	621	Industrial Chemicals Ltd.....	621
Introducers Ltd.....	621	Introducers Ltd.....	621
Jos. Charlebois & Cie Limitée—Jos. Charlebois & Co. Limited.....	622	Jos. Charlebois & Co. Limited—Jos. Charlebois & Cie Limitée.....	622
Kingsbury Shoes Ltd.....	622	Kingsbury Shoes Ltd.....	622
L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C.—E. P. C. Employees Benevolent Association.....	622	E. P. C. Employees Benevolent Association—L'Association de Bienfaisance des Employés E. P. C.....	622
L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée—Quebec Music Teachers' Association Incorporated.....	623	Quebec Music Teachers' Association Incorporated—L'Association des Professeurs de Musique du Québec Incorporée.....	623
Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée.....	624	Les Éditions du Passe-Temps, Incorporée.....	624
Les Industries Yamaska Inc.—Yamaska Industries Inc.....	624	Yamaska Industries Inc.—Les Industries Yamaska Inc.....	624
Les Propriétaires Unis Incorporée—(The United Landlords Incorporated).....	625	(The United Landlords Incorporated)—Les Propriétaires Unis Incorporée.....	625
Les Remèdes Faguet Inc.....	625	Les Remèdes Faguet Inc.....	625
Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc.....	626	Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc.....	626
Modes Sportswear Inc.....	626	Modes Sportswear Inc.....	626
Northern Sales Company.....	627	Northern Sales Company.....	627
Plate-All Limited.....	627	Plate-All Limited.....	627
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
Absorbent Cotton Products Inc.....	628	Absorbent Cotton Products Inc.....	628
Le Syndicat de Québec Limitée.....	628	Le Syndicat de Québec Limitée.....	628
Prudential Construction Limited.....	628	Prudential Construction Limited.....	628
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Commissaire d'écoles.....	634	School Commissioner.....	634
Diverses.....	634	Miscellaneous.....	634
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Cour du Banc du Roi, district de Montréal	634	Court of King's Bench, district of Montreal	634

**SOUSSIONS:**

Port-Alfred, munic. scolaire de la ville... 636  
 St-Émilien de Desbiens, munic. scolaire  
 du village..... 635

**VENTE POUR TAXES:**

Rivière-du-Moulin, village..... 637

**VENTES PAR LES SHÉRIFS:**

*Abitibi:*

Asselin vs Ducharme..... 638  
 Julien vs Lafrenière..... 638

*Bedford:*

Demers vs Bail..... 638

*Québec:*

Cité de Québec vs Guay..... 639

5652-o

**TENDERS:**

Port-Alfred, school munic. of the town... 636  
 St-Émilien de Desbiens, school munic. of  
 the village..... 635

**SALE FOR TAXES:**

Rivière-du-Moulin, village..... 637

**SHERIFFS' SALES:**

*Abitibi:*

Asselin vs Ducharme..... 638  
 Julien vs Lafrenière..... 638

*Bedford:*

Demers vs Bail..... 638

*Québec:*

City of Québec vs Guay..... 639

5652-o

